



Charles Akande, rédacteur

L'incertitude entourant le TPA soulève des doutes quant à la conférence ministérielle du PTP, à Guam

Le débat d'une semaine sur la quête par l'Administration Obama du mandat pour la promotion des échanges commerciaux (TPA), qui permettrait au président des États-Unis de soumettre des accords commerciaux tels que le Partenariat transpacifique (PTP) à un vote sans amendements par les législateurs, a subi un revers le 13 mai lorsque le Sénat a voté contre le projet de loi, le défaisant par huit voix. En effet, les 60 votes nécessaires n'ont pas été obtenus.

Parmi les préoccupations qu'ils ont mentionnées, les démocrates ont parlé de la nécessité d'inclure un amendement au texte sur la manipulation monétaire afin de la rendre sujette aux droits compensateurs – une mesure largement perçue comme ciblant le Japon et potentiellement les futurs partenaires du PTP comme la Chine.

L'Administration Obama et les leaders des républicains, par exemple Paul Ryan (R-Wis.), qui préside le Comité des voies et moyens, se sont prononcés contre la mesure. Pour sa part, la présidente de la Réserve fédérale américaine, Janet Yellen, a recommandé de ne pas inclure de disposition sur la manipulation monétaire dans les accords commerciaux, même si cela pourrait donner un avantage concurrentiel aux pays qui maintiendraient plus basse la valeur de leur monnaie par rapport à celle d'autres pays. Une telle disposition pourrait entraver la politique monétaire des États-Unis, a-t-elle ajouté.

La Réserve fédérale américaine, qui a entrepris certaines mesures d'assouplissement quantitatifs au cours des dernières années – mesures qui donnent l'impression à certains qu'elle manipule le dollar afin de maintenir sa valeur faible par rapport à celle d'autres monnaies – a affirmé que ses interventions ont été « conçues pour atteindre des objectifs intérieurs valides et maintenir la stabilité des prix et un niveau d'emploi maximal », et non pas dans un objectif de manipulation monétaire. À cet égard, on affirme que le président Obama est en faveur d'une disposition sur la monnaie « qui n'entraîne pas d'effet

de retour de bâton » relativement à la capacité des États-Unis de maintenir leur propre politique monétaire.

Le Sénat des États-Unis devrait poursuivre son débat sur la législation du TPA le 18 mai en après-midi. Ensuite, les législateurs se prononceront par vote sur deux amendements, y compris sur le programme d'aide au recyclage professionnel (TAA), qui fournit de la formation et une rémunération aux travailleurs qui subissent un impact négatif à l'issue des accords commerciaux.

La semaine entière sera consacrée à des discussions sur les 23 amendements qui ont été proposés depuis que le processus de dépôt a été entamé le 14 mai. Et puisqu'aucune date limite n'a été fixée pour le dépôt des amendements, des amendements additionnels pourraient être ajoutés alors que les démocrates tentent de retarder le vote final sur le projet de loi afin de le repousser après le congé du Memorial Day. Cela aurait pour effet de rendre plus difficile l'adoption du TPA à la Chambre, selon des initiés de Washington.

Les ministres se rassembleront-ils à Guam?

Pour de nombreux observateurs, l'adoption du TPA avant le 22 mai est d'une importance capitale pour les 12 pays du PTP (Australie, Brunei, Canada, Chili, Japon, Malaisie, Mexique, Pérou, Nouvelle-Zélande, Singapour, États-Unis et Vietnam) qui souhaitent la tenue d'une conférence ministérielle à Guam, à la fin du mois. Or, la principale question est la suivante : la conférence aura-t-elle tout de même lieu si le TPA n'est pas adopté? Certaines sources ont indiqué qu'on laisserait les États-Unis prendre la décision finale à ce sujet.

Cependant, beaucoup pensent que les 12 pays tiendront néanmoins la conférence ministérielle afin de sauver les apparences. Un représentant officiel du Japon a indiqué que le bureau du représentant pour le commerce des États-Unis a demandé au Japon de se préparer pour une conférence ministérielle à Guam, dans l'éventualité où il y en aurait une.

Le ministre du Commerce de la Nouvelle-Zélande, Tim Groser, planifie également assister à la conférence. Lors d'une entrevue accordée à Radio New Zealand, M. Groser a déclaré que les États-Unis devaient adopter la législation entourant la TPA pour que les pays du PTP entament les dernières phases des négociations, lors desquelles des enjeux difficiles et politiquement délicats seront abordés. S'ils ne le font pas, le processus sera retardé, a-t-il ajouté.

« Il est très difficile de déterminer à quel point il sera retardé », a souligné M. Groser, ajoutant que les législateurs des États-Unis doivent mettre de l'ordre dans leurs affaires pour que les 12 pays touchés par le PTP aillent de l'avant avec les négociations avant le congé estival des États-Unis, au début d'août.

« La question stratégique très intrigante qui demeure à ce sujet concerne bien entendu le leadership des États-Unis en matière de commerce, a indiqué M. Groser.

C'est du moins ce que j'en comprends. En fait, la Nouvelle-Zélande de même que certains des plus petits joueurs et moi-même croyons que l'Australie aurait été préparée à le faire [*tenir une conférence ministérielle pour conclure les pourparlers*], mais il est plutôt évident pour nous que politiquement, les Japonais et les Canadiens ne l'auraient pas été, et ils sont les numéro deux, numéro trois ou numéro quatre [*plus importantes économies du PTP*]. »

Étant donné l'incertitude entourant l'adoption du TPA, les ministres pourraient choisir de faire d'autres annonces visant à détourner l'attention plutôt que d'annoncer la

conclusion précédemment anticipée des négociations. Par exemple, le groupe pourrait choisir de faire une annonce sur la transparence du texte pour amoindrir la critique.

De la pression pour le Canada?

À Guam, tout le monde s'attend à ce que la pression soit sur le Canada. En effet, certains ont rapporté que les produits laitiers sont devenus l'une des principales préoccupations dernièrement puisque l'accès aux marchés dans ce secteur touche trois des plus grandes économies du PTP : les États-Unis, le Japon et le Canada – et la Nouvelle-Zélande. Selon les représentants officiels japonais, le Japon a réglé la plupart des questions relatives à l'accès aux marchés avec tous les pays du PTP, à l'exception du Canada, des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande. Le Japon a fait preuve d'une certaine flexibilité quant à la manière dont il pourrait accommoder les États-Unis, mais les demandes de la Nouvelle-Zélande, qui réclame avec insistance que le Japon ouvre son marché du beurre, ont quelque peu compliqué la situation.

Les États-Unis attendent de voir ce qu'ils pourraient obtenir du Canada avant de commencer à négocier avec la Nouvelle-Zélande, décrivant la réunion des négociateurs en chef de Guam comme étant « le dernier rassemblement des négociateurs en chef ». Selon certains initiés de Washington, le représentant pour le commerce des États-Unis croit que les pourparlers en sont maintenant aux dernières phases. Par conséquent, les États-Unis pourraient essayer d'utiliser la prochaine réunion des négociateurs en chef pour exercer une pression importante sur le Canada, jusqu'au point de menacer d'orchestrer l'expulsion du Canada de l'ensemble des négociations.

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

